

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7 rue Léo Lagrange
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 11/09/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERES DES GOULOTS

28 AVENUE GENERAL DE GAULLE
63140 Châtel-Guyon

Références : 20230906-RAP-63-1154-INSP-CarriredesGoulots-SucLouve
Code AIOT : 0005602136

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/09/2023 dans l'établissement CARRIERES DES GOULOTS implanté Suc de la Louve 63530 Volvic. L'inspection a été annoncée le 30/08/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES DES GOULOTS
- Suc de la Louve 63530 Volvic
- Code AIOT : 0005602136
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société des Carrières des Goulots, exploite à ciel ouvert une carrière de Trachy-andésite. Il s'agit d'une exploitation de pierres de tailles ce qui représente de faibles volumes annuels (3 650 t/an en moyenne).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Risques accidentels
- Risques chroniques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	BRUIT	Arrêté Préfectoral du 22/12/2011, article 2.4	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	CONDUITE DE L'EXPLOITATION	Arrêté Préfectoral du 22/12/2011, article 1.5.3	/	Sans objet
4	VIBRATIONS	Arrêté Préfectoral du 22/12/2011, article 2.5	/	Sans objet
5	SUIVI DE L'EXPLOITATION ET DE LA REMISE EN ETAT	Arrêté Préfectoral du 22/12/2011, article 4.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une vigilance sera mise en place pour le suivi des contrôles environnementaux afin de respecter les délais réglementaires.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : CONDUITE DE L'EXPLOITATION

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2011, article 1.5.3
Thème(s) : Autre, Extraction, phasage
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: L'exploitation ne descend pas au-delà de la côte NGF 825 m
Constats : La côte actuelle est de 830 NGF.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : BRUIT

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2011, article 2.4
Thème(s) : Risques chroniques, BRUIT
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Le contrôle des niveaux sonores est renouvelé tous les 3 ans et portent sur l'ensemble des installations existantes dans le périmètre autorisé de la carrière.
Constats : Le dernier contrôle des émissions sonores date de novembre 2019, la fréquence de contrôle n'est pas respectée, on constate un retard de 10 mois. Un devis a été demandé en août 2023 pour réaliser une campagne de mesures.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4 mois

N° 3 : VIBRATIONS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2011, article 2.5
Thème(s) : Risques chroniques, VIBRATIONS
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Un contrôle est effectué tous les 5 ans ou après toute modification du plan de tir.
Constats : Depuis 10 ans l'abattage n'est plus effectué par tir de mine mais uniquement par engin mécanique et sciage. De ce fait il n'y a pas de contrôle des vibrations.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : SUIVI DE L'EXPLOITATION ET DE LA REMISE EN ETAT

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2011, article 4.5
Thème(s) : Autre, SUIVI DE L'EXPLOITATION ET DE LA REMISE EN ETAT
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: L'exploitant établit un plan orienté de la carrière sur fond cadastral, sur lequel sont mentionnés : 1. les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 m, 2. le positionnement des bornes permettant la délimitation du terrain (la borne nivelée sera repérée), 3. les éléments dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité publique (routes, chemins, ouvrages publics, habitations, etc.). Ce plan est mis à jour tous les ans, avant le 31 décembre de l'année en cours.
Constats : Le plan de suivi de l'exploitation est mis à jour annuellement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet